

Consultation publique de la CRE relative à la mise à jour des tarifs d'utilisation des réseaux de transport de gaz de GRTgaz et TIGF au 1^{er} avril 2015

Réponse d'EDF

21 novembre 2014

A titre liminaire, EDF regrette l'absence de chapitre relatif à l'analyse préliminaire de la CRE des demandes des GRT, notamment celles afférentes à la mise à jour des postes « énergie et quotas de CO₂ » et aux hypothèses de souscription, et de leurs impacts sur le tarif. Cette analyse, qui était d'ailleurs présente dans la précédente consultation de mise à jour tarifaire¹, permet aux expéditeurs de connaître, au-delà des demandes des GRT, l'évolution tarifaire envisagée par la CRE. Cette information est un élément essentiel pour eux.

Question 1 : Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE d'appliquer un tarif identique aux PITTM de Fos et de Montoir sur le PITTM de Dunkerque ?

EDF constate que la question 1 est identique à la question 8 de la précédente consultation sur la mise à jour tarifaire de l'ATRT5. Conformément à sa précédente contribution et à la délibération de la CRE du 13 décembre 2012, EDF est favorable à la proposition de la CRE d'appliquer un tarif identique aux PITTM de Fos et de Montoir sur le PITTM de Dunkerque.

Question 2 : Êtes-vous favorable aux propositions de la CRE concernant la tarification du point d'interconnexion d'Alveringem ?

Cette question couvre des problématiques très différentes :

- Capacités du terminal méthanier de Dunkerque vers la Belgique

Pour mémoire, EDF est l'expéditeur qui a pris l'essentiel des engagements de souscription (sur 20 ans) ayant permis le développement de cette interconnexion avec la Belgique, après avoir notamment renoncé au développement d'une canalisation privée depuis le terminal pour que l'ensemble des acteurs de marché puissent bénéficier de capacités de transport ferme de la France vers la Belgique. Il est donc essentiel pour EDF de disposer d'une visibilité tarifaire correspondant à cet engagement. Or, EDF constate l'absence de transparence sur l'établissement et l'évolution de ce terme tarifaire.

D'une part depuis la délibération de la CRE du 12 juillet 2011, le taux de rémunération des actifs a été abaissé de 7,25% à 6,5% (décision tarifaire de la CRE du 13 décembre 2012). D'autre part, la délibération de la CRE du 12 juillet 2011 précise que « *les investissements nécessaires au*

¹ Consultation publique du 25 octobre 2013 relative à la mise à jour des tarifs d'utilisation des réseaux de transport de gaz au 1^{er} avril 2014

développement de l'interconnexion de Veurne seront soumis au régime de régulation incitative qui entrera en vigueur avec le prochain tarif de transport de gaz, en 2013 ». La maîtrise des coûts, associée à la baisse du taux de rémunération des actifs de 7,25% à 6,5%, aurait dû conduire à revoir le tarif de 45 €/MWh/j/an à la baisse. Le maintien du niveau de 45 €/MWh/j/an amène donc EDF à s'interroger sur une potentielle dérive des coûts qui aurait un impact immédiat sur le niveau du tarif.

Pour ces motifs comme pour les motifs déjà exprimés par EDF auprès de la CRE en 2011 et qui restent d'actualité, EDF confirme sa demande de révision à la baisse du tarif de 45 €/MWh/j/an envisagé par la CRE. En tout état de cause, EDF souhaiterait disposer de toute la transparence nécessaire sur les investissements effectifs de ce projet, ainsi que des garanties d'une bonne affectation des coûts entre ce projet et ceux du raccordement du terminal méthanier de Dunkerque et du renforcement des Hauts de France, compte tenu des imbrications entre ces différents projets.

Enfin, EDF rappelle qu'une indexation de 100% de ce tarif n'est pas économiquement justifiée pour le niveau tarifaire envisagé. En effet les coûts de ce projet étant fixés à la mise en service et les souscriptions de transport ne pouvant baisser compte tenu de l'engagement d'EDF sur 20 ans, seule la part de ce tarif correspondant aux frais d'exploitation (soit un maximum de 15 à 20%) devrait être indexée, non pas la totalité.

- Capacités du PEG Nord vers la Belgique

EDF rappelle son opposition à ce que le tarif des capacités PEG Nord vers Belgique soit au même niveau que le tarif des capacités du terminal méthanier vers la Belgique, quand bien même ces capacités utilisent pour partie le même investissement. En effet, le service rendu est entièrement différent et le tarif devrait refléter une longue distance de transport depuis le PEG Nord. Au contraire, la proposition de la CRE revient à appliquer au transport du PEG Nord à la station de Pitgam un tarif quasi-nul.

EDF souligne qu'un tarif équivalent au tarif depuis le terminal ne serait justifié que pour un transport équivalent, par exemple des capacités depuis le PIR Dunkerque vers la Belgique (en faisant abstraction des coûts de la station de compression de Pitgam).

Par ailleurs, étant entendu qu'il s'agit de capacités ferme PEG Nord vers Belgique, le tarif doit être basé sur les fondements économiques et non déduit du tarif de capacités à rebours interruptible de certaines capacités, lequel est purement déterminé sur des bases commerciales.

- Capacités dans le sens Belgique vers France

EDF comprend qu'il s'agit de capacités interruptibles d'entrée au point Alveringem et qu'elles permettent un transport jusqu'au PEG Nord. La CRE envisage le même tarif que pour les capacités d'entrée à Taisnières H, ce qui correspond à l'application d'une certaine péréquation tarifaire sans toutefois prendre en compte les investissements marginaux. En dépit de ce dernier point EDF n'est pas défavorable à une telle proposition.

Enfin, EDF rappelle que la mise en service du terminal de Dunkerque devrait s'accompagner de nouveaux services de transport (rebours interruptible et courte distance depuis le PIR

Dunkerque), conformément aux propositions faites précédemment par EDF. EDF reviendra vers la CRE pour travailler sur ces sujets afin que ces services puissent être mis en place au plus tôt.

Question 3 : Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE d'introduire un mécanisme plus souple de souscription de capacités aux PITTM ?

EDF est favorable à la proposition de la CRE d'introduire un mécanisme plus souple de souscription de capacités aux PITTM.

La proposition de la CRE de faire évoluer les règles de souscription de capacité aux PITTM, en introduisant produit de 10 jours au tarif de 10/365^{ème} du prix de la souscription annuelle, apporte une réponse aux besoins de flexibilité.

Question 4 : Êtes-vous favorable à la méthode proposée par la CRE pour fixer les tarifs aux PITS de GRTgaz et de TIGF ?

EDF est favorable à la méthode proposée par la CRE pour fixer les tarifs aux PITS de GRTgaz et de TIGF, c'est-à-dire d'effectuer l'évolution prévue dans sa délibération du 29 janvier 2014 en euros constants.

Question 5 : Etes-vous favorable à la proposition de la CRE, qui consiste à ajouter les recettes des enchères de capacités mensuelles et quotidiennes et les écarts entre redistribution et montant perçu par les GRT aux montants à reverser sur l'année suivante ?

EDF tient à souligner, à titre liminaire, que lors des précédentes consultations sur la redistribution des excédents d'enchères, EDF avait proposé que cette redistribution soit fonction des capacités souscrites aval. L'utilisation des capacités aval à la place des volumes consommés n'induisant pas d'effet thermosensible, le problème des écarts ne se serait pas posé.

Par ailleurs, EDF n'est pas favorable à la méthode que la CRE propose de retenir. En effet, cette solution est contraire au principe de redistribuer les excédents d'enchères aux expéditeurs livrant des consommateurs finals en zone Sud (délibérations du 17 octobre 2013 et 29 janvier 2014). Le reversement sur l'année suivante introduit un biais temporel puisqu'une partie de l'excédent d'enchères pour les produits d'une période donnée est reversée non pas au fournisseur d'un consommateur en fonction de sa consommation sur la période considérée (qui a contribué à l'excédent), mais au futur fournisseur de ce consommateur, en fonction de sa future consommation. Ainsi, la méthode n'est robuste ni aux évolutions de portefeuilles des fournisseurs, ni aux évolutions de consommation des clients.

Par ailleurs, EDF ne partage pas l'analyse de la CRE concernant la transparence et la visibilité. En effet, la publication au mois de juillet est trop tardive pour la grande majorité des consommateurs qui ont besoin de contracter leur fourniture plus tôt. Les fournisseurs élaborent donc leurs offres avant la publication des montants unitaires à redistribuer, sur la base de leurs estimations et calculs du montant de la redistribution. La transparence est par ailleurs assurée dans la deuxième méthode *via* la publication des montants à régulariser.

La première méthode, privilégiée par la CRE, ne présente donc pas d'avantages et comporte l'inconvénient de ne pas respecter le principe de redistribution au pro-rata de la consommation réalisée. EDF est donc favorable à la mise en place d'une méthode transparente et conforme au principe décidé, c'est-à-dire la régularisation des recettes *a posteriori* (méthode 2).

Question 6 : Etes-vous favorable à la proposition de la CRE de reconduire, à partir du 1er octobre 2015, les modalités de redistribution pour les capacités annuelles et trimestrielles définies dans sa délibération du 18 juin 2014 et de les étendre au PIR Jura ?

EDF est favorable à la reconduction de la redistribution des excédents d'enchères aux expéditeurs livrant des clients finals en zone Sud, ainsi que son extension au PIR Jura. EDF souhaiterait néanmoins que les modalités de redistribution évoluent, de sorte que la redistribution se fasse au pro-rata des capacités aval souscrites et non plus au pro-rata des consommations, afin d'éviter les problèmes liés aux écarts temporels évoqués précédemment.

Par ailleurs, EDF rappelle ici que la part des excédents d'enchères redistribuée à l'opérateur historique au titre des consommations au TRV devra être prise en compte dans le calcul du TRV. EDF note, à ce titre, que Gaz et Electricité de Grenoble a récemment proposé une évolution de sa formule des coûts d'approvisionnement pour tenir compte des recettes liées à la redistribution des excédents d'enchères, sur laquelle la CRE a émis un avis favorable.

Question 7 : Etes-vous favorable à la proposition de la CRE, de fixer le tarif de ces capacités intrajournalières au niveau du tarif des capacités journalières rapporté au nombre d'heures restantes de la journée gazière ?

EDF est favorable à la proposition de la CRE de fixer le tarif des capacités intrajournalières à un niveau rapporté au nombre d'heures restantes de la journée gazière. Le prix actuel des capacités journalières est, en effet, trop élevé pour permettre une utilisation économique de ces capacités intra-journalières. Ainsi, une tarification rapportée au nombre d'heures restantes permettra de maximiser l'utilisation des capacités et l'optimisation des flux aux points d'interconnexion. Cela est particulièrement important dans le cadre du nouveau système d'équilibrage cible où les expéditeurs devront équilibrer leurs positions individuelles.

Question 8 : Etes-vous favorable aux propositions de l'UNIDEN concernant les industriels gazo-intensifs ?

Comme la CRE le souligne, les gazo-intensifs bénéficient déjà d'un accès prioritaire sur la liaison Nord-Sud au tarif régulé : EDF estime qu'une priorité d'accès aux capacités nouvelles dégagées n'est pas de nature à bénéficier à l'ensemble du système et n'est donc pas justifiée.

Concernant les tarifs d'accès au réseau, EDF rappelle son attachement au principe général de non-discrimination et de couverture des coûts. Néanmoins, si une des mesures envisagées par l'UNIDEN devait être mise en œuvre, EDF estime que la proposition de réduction du tarif d'acheminement aval est celle qui perturberait le moins le fonctionnement du marché et qui devrait donc être privilégiée, même si une telle mesure entraînerait une perte de revenus pour GRTgaz qui devrait être compensée par une augmentation du tarif de transport payé par les

autres utilisateurs. EDF souligne qu'une telle mesure serait cohérente avec le choix d'accorder aux clients « électro-intensifs » un abattement de 50% sur le TURPE. En effet, EDF considère que la charge des soutiens décidés par l'Etat au bénéfice des « énergo-intensifs » n'a pas de raison de peser exclusivement sur l'électricité et doit être supportée de manière équitable par les deux secteurs.

Question 9 : Etes-vous favorable à une mesure visant à étendre l'offre IAPC aux expéditeurs réservant plus de 10 GWh/j en contrepartie d'une interruptibilité liée à la disponibilité de la liaison Nord-Sud ?

EDF pourrait être favorable à la création d'une nouvelle offre « IAPC étendue » à la condition expresse que les termes de l'offre IAPC actuelle ne soient ni modifiés ni dégradés, en particulier les conditions d'interruptibilité des bénéficiaires actuels. Il est donc nécessaire que cette extension soit soumise à une condition d'interruptibilité, et ce dès lors que la capacité interruptible Nord-Sud est interrompue, même partiellement (au contraire de ce qui est proposée par la CRE).

L'offre IAPC « étendue » étant *in fine* différente de l'offre IAPC, à la fois dans les conditions des bénéficiaires et les conditions d'interruptibilité, EDF suggère donc qu'elle soit renommée afin d'éviter toute confusion.

Question 10 : Etes-vous favorable à la modification de la référence (M+1 au lieu de J+1) servant au calcul des indicateurs portant sur les prévisions et les mesures des clients raccordés au réseau de transport, pour le périmètre de GRTgaz et TIGF ?

EDF est favorable à la modification de la référence (M+1 au lieu de J+1) pour le calcul des indicateurs des prévisions et mesures des clients raccordés au réseau de transport.

Question 11 : Considérez-vous que la qualité des quantités télérelevées aux points de livraison des consommateurs raccordés au réseau de transport et transmises aux expéditeurs le lendemain est satisfaisante chez GRTgaz ? Chez TIGF ? Etes-vous favorable à la modification de l'indicateur correspondant proposée par GRTgaz ?

EDF considère que la qualité des quantités télérelevées chez GRTgaz et TIGF est satisfaisante. Concernant la modification de l'indicateur correspondant proposée par GRTgaz, EDF y est favorable.

Question 12 : Souhaitez-vous qu'un indicateur permettant de suivre la mise à jour régulière des cinq informations les plus importantes publiées sur SMART GRTgaz et Datagas soit créé ? Si oui, quelles informations devraient être suivies ?

EDF trouve qu'un tel indicateur n'est pas requis dans le contexte actuel. En premier lieu, il serait difficile de sélectionner les cinq informations les plus importantes publiées sur SMART GRTgaz et Datagas car tous les indicateurs de consommation, nominations, flux et tarifs font partie d'un ensemble de données fondamentales pour les expéditeurs dans l'analyse du marché et dans la gestion des rapports commerciaux. D'autre part, la disponibilité et la précision de ces

informations sont déjà satisfaisantes, même si des informations plus détaillées sont toujours appréciables pour les expéditeurs.

Question 13 : Souhaitez-vous qu'un indicateur permettant de suivre les délais de publication des avis de réalisation et d'équilibrage soit mis en place ?

EDF note que les avis de réalisation et d'équilibrage sont actuellement publiés quotidiennement à 12h00 et que les retards de publication ne sont pas fréquents. Toutefois, EDF est favorable à la mise en place d'un indicateur permettant de suivre les délais de la publication des avis, couplé au suivi de « re-publication », en distinguant les cas où les expéditeurs ont été avertis par le GRT en amont (i.e. avant 12h) d'une « re-publication » et ceux où ils ne l'ont pas été.

En tout état de cause, EDF considère qu'un tel indicateur ne devrait pas donner droit à un bonus en cas de bonne performance, mais qu'une pénalité pourrait être associée si des délais de publication étaient constatés.

Question 14 : Etes-vous favorable à la mise en place d'une incitation financière sur la disponibilité des capacités fermes et interruptibles à la liaison Nord-Sud ?

EDF est favorable à la mise en place d'une incitation financière comme proposée par la CRE sur la disponibilité des capacités fermes et interruptibles à la liaison Nord-Sud.

Question 15 : Etes-vous favorable à la création d'un indicateur permettant de suivre la qualité des interventions des GRT sur les marchés au titre de l'équilibrage ?

Comme indiqué dans sa réponse à la consultation récente sur l'évolution des règles d'équilibrage, EDF estime qu'il est important que les GRT soient encouragés à intervenir de manière efficace sur les marchés en limitant les risques d'écart entre prix marginal et prix moyen de marché. EDF est donc favorable à la mise en place d'un indicateur permettant de suivre la qualité des interventions des GRT sur les marchés au titre de l'équilibrage et que cet indicateur soit assorti de bonus et de pénalité dans un second temps.

Question 16 : Avez-vous d'autres remarques ?

EDF n'a pas d'autres remarques.

ooOoo